

IL ARRÊTE NET UN PROJET MAL CONÇU À LAGHOUAT

Le coup de colère de Sellal

Surprenante sortie de Sellal, hier samedi, dès l'entame de sa visite officielle dans la wilaya de Laghouat. C'était à Aflou, où il visitait le nouveau pôle urbain, une vraie «forêt» de logements, mais rien que des logements ! «Vous arrêtez tout !», ordonnera, sèchement, le Premier ministre qui n'avait pas habitué les Algériens à ses sorties colériques.

De notre envoyé spécial à Laghouat, Kamel Amarni

«Vous me revoyez tout ce plan !», s'emportera, en effet, Sellal irrité par le fait assez inhabituel du reste, qu'un projet d'une gigantesque cité de 2 700 logements à construire ne prévoit aucune infrastructure ni équipement pour les futurs habitants.

«Je veux que vous preniez en compte les habitudes des Algériens. Ils ont besoin d'endroits où se rencontrer. Vous n'allez tout de même pas en faire des poules tout juste bons à dormir, à manger et à aller à l'école.»

Reprenant avec son tempérament habituel, le Premier ministre s'expliquera, ironique : «Je veux déjà une place où ils (les habitants, Ndlr) peuvent se rencontrer et où ils

pourront organiser des manifestations s'ils le veulent sans qu'ils aient besoin d'aller ailleurs pour cela !»

Par ailleurs, et fidèle à ses habitudes depuis qu'il avait entrepris ses visites dans les wilayas, Sellal dira à chacune de ses haltes que l'Etat mettra l'argent qu'il faut pour finaliser les programmes en cours.

Il est toutefois impératif de mettre fin à l'informel. En tout.

Ainsi, par exemple, des nouveaux bénéficiaires des concessions agricoles. Comme dans la commune de Oued Morra.

«Ces jeunes (bénéficiaires, Ndlr) il leur faut l'acte de propriété. Il faut aussi les aider avec l'habitat rural. Ce qu'il nous faut, c'est une opération généralisée qui englobe tout, car il s'agit là d'une guerre

qu'il nous faut remporter, celle de la sécurité alimentaire. Nous concernant, nous allons aider ces jeunes agriculteurs politiquement et financièrement.»

«Une réunion du gouvernement pour préparer le Ramadan»

«Nous avons tenu une réunion il y a trois jours pour préparer le mois de Ramadan de façon à nous permettre un approvisionnement meilleur du marché et le contrôle des prix», révélera le chef de l'Exécutif lorsqu'il visitera un projet de réalisation d'un marché de proximité de 40 locaux.

Cette opération, qui concerne toutes les autres wilayas, permettra «à 25 000 jeunes de bénéficier de ces locaux à l'échelle nationale dont 60% seront distribués avant le mois de Ramadan».

Et pour éviter toute complication future, Sellal ordonne l'octroi «des actes de propriété aux bénéficiaires avant l'achèvement des travaux».

Enfin, et si l'Etat s'occupe



Photo : Samir Sid

Sellal promet que l'Etat mettra l'argent qu'il faut pour finaliser les programmes en cours.

de la construction des logements, le Premier ministre ordonne aussi d'ouvrir la possibilité pour le privé d'investir en complément. «Il faut encourager le privé à investir.

Distribuez leur des locaux, des assiettes de terrain pour pouvoir doter nos nouvelles cités des infrastructures nécessaires.»

K. A.

FACE À LA RÉPRESSION MAROCAINE

DU PEUPLE SAHRAOUI

Le Front Polisario n'exclut pas la solution de la lutte armée

De notre envoyée spéciale aux camps des réfugiés sahraouis à Tindouf, Rym Nasri

Le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) n'écarter pas la solution de la lutte armée. Même si, souligne-t-il, les manifestations des Sahraouis demeurent jusqu'à présent pacifiques.

«Si l'ONU échouera dans sa mission pour l'organisation d'un référendum pour l'autodétermination du peuple sahraoui, nous sommes déterminés à poursuivre notre combat pour arracher nos droits et concrétiser la liberté par la voie armée», a déclaré Mohamed Abdelaziz, hier, lors d'une conférence de presse tenue au siège de la présidence du Front Polisario à Rabouni (camps des réfugiés sahraouis à Tindouf).

Il déplore, à cet effet, que la charte et les résolutions de l'ONU (Organisation des Nations unies) portant sur le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination ne soient toujours pas appliquées.

Selon lui, la crédibilité des Nations unies au niveau des territoires occupés du Sahara occidental se dégrade. «Où est-ce qu'elle est la valeur d'une ONU qui se soumet aux chantages du Maroc ?», s'interroge-t-il. Le chef d'Etat sahraoui interpelle, en outre, le Conseil de sécurité et l'ONU sur la répression exercée par les autorités marocaines sur les manifestants en faveur de l'indépendance du Sahara occidental dans les villes sahraouies occupées, notamment à Laâyoune.

Il regrette ainsi le recul des États-Unis d'Amérique sur la question de la surveillance du respect des droits de l'homme au Sahara occidental.

Paradoxalement, poursuit-il, la réaction violente de Rabat au projet de résolution présenté par les États-Unis à l'ONU qui prévoyait d'étendre le mandat de la mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) aux droits de l'homme a permis de «faire connaître la cause sahraouie davantage et de renforcer sa légitimité».

Par ailleurs, Mohamed Abdelaziz affirme que la cause du Sahara occidental ne peut faire l'exception dans le processus de décolonisation des peuples du monde et que l'indépendance sera inévitable.

R. N.

FLN

Les tractations se poursuivent

Le retour à la charge d'Amar Saâdani qui fait du forcing depuis quelques jours pour l'organisation d'une session du comité central du FLN n'a pas laissé indifférents ses opposants.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - La réunion tenue hier, au siège du vieux parti à Hydra, sous la présidence d'Ahmed Boumehdi qui se compte parmi les soutiens de l'ancien P/APN, dans le but de fixer une date au conclave, n'a pas tourné dans le sens souhaité. Et pour cause. Abdelkrim Abada, l'un des prétendants au poste de secrétaire général vacant depuis la destitution d'Abdelaziz Belkhadem, s'est invité à la réunion avec nombre de ses partisans bien qu'ils n'aient pas été conviés.

La colère d'Abada qui s'est exprimée auprès de la presse avant que la réunion ne commence, prêchant la nécessité de barrer la route à Saâdani s'est dissipée après près de trois heures de débats à huis clos : «Nous sommes convenus d'élargir les consultations et réunir les conditions favorables à la tenue d'une session électorale du comité central. L'opinion qui a prévalu est d'attendre jusqu'à ce que le président du parti (Abdelaziz Bouteflika, Ndlr) soit de retour», a-t-il déclaré.

D'après des membres présents, les débats ont porté sur la possibilité de tenir ou non une session du comité central dans les circonstances actuelles et aussi de l'instance qui se chargerait de l'organisation de cette session. Certains ont brandi l'article 9 des statuts du parti et ont contesté la légitimité des structures qui gèrent les affaires courantes à organiser la session, d'autres ont légitimé le droit de Belkhadem à se porter de nou-

veau candidat et une majorité qui a défendu l'idée d'arrêter des critères stricts que doivent remplir les candidats au poste de SG. Des critères qui excluent d'emblée Belkhadem, pour sa responsabilité dans la crise et Saâdani du fait qu'il a été cité dans des affaires de corruption. «C'est une bataille politique et l'argument juridique ne doit en aucun cas prendre le pas sur la morale et l'éthique», a estimé l'ancien ministre de la Communication, Abderrachid Boukerzaza.

Durant ce débat, des «seconds couteaux» rendaient régulièrement compte, par téléphone, à leurs chancelleries de ce qui se passait à l'intérieur et répercutaient leurs consignes.

La réunion, faut-il le souligner, a vu la participation d'un nombre très réduit des membres du comité central. Une trentaine sur plus de 300

dont la plupart sont des partisans d'Abada. Le vieux parti, pilier politique du régime, vit depuis maintenant quatre mois au rythme des tractations.

L'ombre des présidentielles de 2014 plane dessus et les ambitions des uns et des autres ne sont pas pour faciliter le consensus. «Les ambitions personnelles ont pris le dessus sur l'intérêt du parti», a conclu l'ancien ambassadeur, Mostefa Botoba.

Il convient enfin, de signaler que les participants à cette réunion ont trouvé un terrain d'entente au sujet des quatorze membres du comité central exclus par Belkhadem, à l'image des deux anciens ministres El Hadi Khaldi et Mohamed Seghir Kara pour ne citer que ceux-là. Ils prendront, en principe, part aux travaux de la prochaine session.

L. H.

TROIS TERRORISTES D'AL QAÏDA ARRÊTÉS EN ÉGYPTÉ

Ils avaient des ramifications en Algérie

Trois membres d'une cellule terroriste liée à Al Qaïda, qui préparaient une attaque suicide contre une ambassade occidentale en Égypte, avaient des ramifications en Algérie. C'est ce qu'a indiqué, hier, le ministre égyptien de l'Intérieur lors d'une conférence de presse, qui a fait savoir que la «police égyptienne avait déjoué ce coup».

Selon le ministre, «l'un des hommes arrêtés avait aussi des liens avec des membres d'Al-Qaïda en Algérie». «Ils communiquaient par voie électronique avec Al-Qaïda au Pakistan et étaient en contact avec un agent du réseau extrémiste dans un pays frontalier de la Turquie», a-t-il ajouté, sans plus de précision. Il fera savoir aussi que les suspects ont été arrêtés en possession d'explosifs destinés à une attaque imminente, sans préciser l'ambassade visée, évoquant des ramifications au Pakistan, en Iran et en Algérie.

Le ministre a donné les noms des trois hommes arrêtés, affirmant qu'ils avaient été interpellés en possession de 10 kg de produits chimiques explosifs et d'un ordinateur contenant des consignes sur la fabrication de bombes.

Les membres de cette cellule ont été en lien avec un dirigeant d'Al-Qaïda dans l'ouest de l'Asie, a affirmé M. Ibrahim, ajoutant qu'ils avaient également suivi un entraînement au Pakistan et en Iran.

R. N.